



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quatorze le 4 février, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 28 janvier 2014, sous la présidence de Monsieur DENIS BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme LE TORRIELLEC, Adjoint, Mme NEBOIT, Mme FLORENTIN, Mme DELMAS SAINT HILAIRE, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. LIMINIANA, M. LACOSTE, M. GARAUDY, M. ROUX, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. CUARTERO à M. RIMARK, M. VERDIER à Mme BAUDERE, Mme BERTET à Mme DUBOURG, M. GEDON à M. ELIAS, Mme CASTETS à Mme MERCHADOU, Mme BERGEON à M. LIMINIANA

Etaient absents:

M. GRENIER, M. LAMARCHE, M. RENAUD

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme FLORENTIN est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 18

Conseillers votants : 24

Pour : 21

Contre : 0

Abstention : 3

6 – CONVENTION D'OBJECTIFS ET D'ENGAGEMENTS DANS LE CADRE DE LA MISE EN PLACE DES RYTHMES SCOLAIRES AU SEIN DES ÉCOLES DE LA CCB

Le Conseil Municipal délibère à la majorité

Par décret n° 2013-77 du 24 janvier 2013, le gouvernement a décidé de modifier les rythmes scolaires afin de mieux répartir les heures de cours sur la semaine, d'alléger la journée de classe et de programmer les séquences d'enseignement à des moments où la faculté de concentration des élèves est la plus grande.

Par délibération du 17 décembre 2013, le conseil municipal a approuvé le passage à la semaine de 4,5 jours pour la rentrée 2014 – 2015 avec la mise en place du mercredi matin travaillé pour les 2 écoles primaires et les 2 écoles maternelles publiques.

Dans le cadre de sa mise en place, le principe d'une organisation cohérente au sein du canton a été acté.

Pour cela une convention a été établie définissant les objectifs et les engagements réciproques, entre la Communauté de Communes (CCB) et les communes membres (hors Mazon et Saint Androny), pour respecter le principe d'équité au sein des écoles du territoire.

Les missions principales de chaque structure sont :

- pour la CCB
 - organisation de la concertation
 - recensement des intervenants potentiels et propositions d'une offre équilibrée de services pour les Temps d'Activités Périscolaires (TAP)
 - coordination de la mise en place des emplois du temps
 - suivi pédagogique des TAP
 - évaluation du fonctionnement du dispositif.
- pour les communes

- veille sur les associations et les intervenants potentiels
- assumer la responsabilité de l'organisation du temps scolaire et mettre en œuvre la réforme
- assurer la mise en paiement des intervenants.

La durée de la convention est de 2 ans.

Il est donc demandé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention d'objectifs et d'engagements réciproques pour respecter un principe d'équité dans la mise en place des rythmes scolaires au sein des écoles du territoire.

La commission n°4 (Education - Santé - Solidarité - Logement) s'est réunie le 27 janvier 2014 et a émis un avis favorable .

Fait et adopté à la majorité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 11/02/14
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20140204-8550-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur FRANCIS RIMARK

